



FORUM SUR LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVÉ EN CENTRAFRIQUE

AGRICULTURE - FORÊT - MINES

du 09 au 13 septembre 2015

Hôtel Ledger-Plaza

- Bangui -



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE TERRE DES RICHESSES DU COEUR



UNIPAGE



**THEME : AMÉLIORATION DU CLIMAT DES
AFFAIRES EN RCA**



FORUM SUR LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVÉ EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

THEME : AMÉLIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES EN RCA

PRÉSENTÉ PAR:

M EDMOND MOLOGODO, et JANVIER NGAWEN

***COORDONNATEUR ET EXPERT A LA CELLULE DE GESTION
DES STRATÉGIES SECTORIELLES ET DE PROJETS AU MINISTÈRE DU COMMERCE, DE
L'INDUSTRIE ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES***

Bangui, du 09 au 13 Septembre 2015



PLAN DE PRÉSENTATION

INTRODUCTION

I. ETAT DES LIEUX

1-1- DU CADE GLOBAL DES AFFAIRES ET EFFORTS DU GOUVERNEMENT

1-2- DES INDICATEURS DOING BUSINESS

II. DÉFIS ET STRATEGIES D 'AMELIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES

2-1- DÉFIS MAJEURS

2-2- STRATEGIES D 'AMELIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES

CONCLUSION



INTRODUCTION



➤ **CADRE CONCEPTUEL**

Sur le plan opérationnel, le climat des affaires se conçoit comme l'environnement politique, économique, institutionnel et comportemental, présent et futur, qui affecte la rentabilité et les risques associés aux investissements

Environnement favorable des affaires = bonnes réglementations des affaires + développement de l'esprit d'entreprise + ambition d'entreprendre des jeunes et des femme

➤ **VISION DU GOUVERNEMENT**

« Favoriser le développement d'un secteur privé compétitif, dynamique, créateur d'emplois et contribuant à la réduction de la pauvreté »



➤ PROBLEMATIQUE

- La République Centrafricaine, a toujours exprimé dans les différents documents de politique nationale de développement, son ambition de promouvoir le rôle du secteur privé dans la relance économique et la réduction de la pauvreté.
- Cependant, malgré les stratégies et réformes engagées, le secteur privé a du mal à se développer en raison de nombreuses entraves qui affectent son implantation, son fonctionnement et son développement. Les principales causes de cette faible performance sont, entre autres : l'instabilité politique récurrente, l'insuffisance des infrastructures de base, la quasi absence des structures d'appui au secteur privé, le difficile accès au financement, etc.



- La situation s'est encore gravement détériorée avec la dernière crise militaro-politique qui a entraîné entre autres la destruction des outils et unités de production. A cela s'ajoute d'autres facteurs qui tous contribuent à la dégradation de l'image de la RCA, considérée d'après certaines études comme l'un des pays au monde où il est très difficile de faire des affaires.
- Conscients de cette réalité, le Gouvernement de Transition s'est engagé, à travers son programme dit Programme d'Urgence de Relèvement Durable (PURD), à améliorer le climat des affaires et promouvoir le rôle du secteur privé comme la locomotive de la relance économique.



I-ETAT DES LIEUX



1.1:DU CADE GLOBAL DES AFFAIRES ET EFFORTS DU GOUVERNEMENT

▪ CRÉATION ET DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS COMMERCIALES

Des mesures importantes ont été prises pour faciliter la création d'entreprise, notamment de : (i) la réduction de plus de 50% des taxes pour créer une société, (ii) la réduction de la moitié des taxes pour transférer une société, (iii) la simplification de la formalité de présentation de l'extrait de casier judiciaire, (iv) la suppression de frais de création d'une société, (v) gratuité de l'inscription à la Chambre de commerce, (vi) suppression de paiement des frais d'immatriculation à la sécurité sociale lors de la création d'entreprise.



▪ **PARTENARIAT ETAT/SECTEUR PRIVÉ**

Un Cadre Permanent de concertation Etat /secteur privé a été mis en place sous la primature depuis 2006(Arrêté 016 du 30 mars 2006), mais, son fonctionnement a connu des difficultés

▪ **RENFORCEMENT DES CAPACITÉS**

le Projet **Cadre Intégré Renforcé** a soutenu la redynamisation de la chambre de commerce, la commercialisation du sésame, la formation des cadres du secteur public et privé, etc.

▪ **FACILITATION DES ÉCHANGES ET INVESTISSEMENTS**

La finalisation des travaux de bitumage a contribué à la facilitation du transit sur le corridor Bangui-Douala. Toutefois, l'amélioration des coûts et procédures nécessaires à l'import et l'export dépend en grande partie de la mise en place de certaines infrastructures liées aux transports et au transit.



- Par ailleurs, malgré l'action des forces internationales, le corridor connaît de sérieux problèmes de d'insécurité
- La Création d'une brigade de démentiellement des barrières illégales



- Des avantages **fiscalo-douaniers** prévus par la charte nationale des investissements continuent d'être accordés aux investisseurs;
- La transparence dans l'accès au marché public à travers l'actualisation des textes ;
- La mise en place d'une plateforme de concertation entre l'administration fiscale et le secteur privé;



▪ EFFORTS ENCOURS

Le Gouvernement de transition avec l'appui des partenaires techniques et financiers au développement n'est pas resté inactif face aux difficultés engendrées par la crise. c'est ainsi que des réformes stratégiques ont été engagées pour apporter des réponses d'urgence aux défis de l'heure.

il s'agit notamment de :

1. la mise en place du Cadre Mixte d'Amélioration des Affaires(CMCAA) pour accélérer les actions en faveur de l'amélioration de l'environnement des affaires;
2. l'opérationnalisation du Centre d'Assistance aux Petites et Moyennes Entreprises et l'Artisanat (CAPMEA)
3. l'adoption de code de commerce de la RCA, afin de couvrir les domaines non encore pris en compte par l'OHADA



- 4- l'évaluation des dommages subis par le secteur privé;
- 5- la réalisation d'une étude de faisabilité de la Création d'un Fonds National de Garantie et d'Investissement;
- 6- l'élaboration d'un Projet d'Appui à l'Amélioration du Climat des Affaires et à la Relance de l'Economie Centrafricaine(PACARECA) pour un coût de 4,5milliards de FCFA sur une période de 5 ans;
- 7- l'élaboration d'un Projet d'Appui au Renforcement des Capacités en Gestion Commerciale(PARCGC) pour un coût de 3,6milliards de FCFA sur une période de 4 ans



1.2:DES INDICATEURS DOING BUSINESS

- En dépit des réformes décrites ci-haut, le climat des affaires en RCA est toujours jugé très peu propice. Le pays est classé en 187^{ème} position sur 189 d'après le rapport de Doing Business de l'année 2015.
- Le classement par domaine, par rapport à l'année 2014, se présente comme ci-après :



Domaines :	Classement 2015	Classement 2014	Variation dans le classement
<u>Création d'Entreprise</u>	187	184	-3
<u>Octroi de Permis de Construire</u>	145	129	-16
<u>Raccordement à l'électricité</u>	186	184	-2
<u>Transfert de Propriété</u>	150	150	Aucun changement
<u>Obtention de Prêts</u>	131	125	-6
<u>Protection des investisseurs minoritaires</u>	135	149	14
<u>Paiement des Taxes et Impôts</u>	185	186	1
<u>Commerce Transfrontalier</u>	186	185	-1
<u>Exécution des Contrats</u>	182	182	Aucun changement
<u>Règlement de l'insolvabilité</u>	152	189	37



COMMENTAIRES :

Ce tableau montre que la RCA a fait des progrès sur trois domaines et a régressé sur cinq mais deux domaines sont restés stables.



1- CRÉATION D'ENTREPRISE

Indicateur	République Centrafricaine	Afrique Sub-saharienne	OCDE
Procédures(nombre)	8,0	7,8	4,8
Délai(jours)	22,0	27,9	9,2
Coût(% du revenu par habitant)	226,0	59,2	3,4
Capital minimum versé(% du revenu par habitant)	607,3	95,6	8,8



2-Octroi de permis de construire

Indicateur	République Centrafricaine	Afrique Sub- saharienne	OCDE
Procédures(nombre)	15,0	13,5	11,9
Délai(jours)	200,0	157,7	149,5
Coût(% de la valeur de la construction)	4,9	6,2	1,7



3- Raccordement à l'électricité

Indicateur	République Centrafricaine	Afrique Sub-saharienne	OCDE
Procédures(nombre)	7,0	5,5	4,7
Délai(jours)	102,0	138,3	76,8
Coût(% du revenu par habitant)	17232,4	4348,5	73,2



4- Transfert de propriété

Indicateur	République Centrafricaine	Afrique Sub- saharienne	OCDE
Procédures(nombre)	5,0	6,3	4,7
Délai(jours)	75,0	57,2	24,0
Coût(% du revenu par habitant)	11,1	9,1	4,2



5- Obtention des prêts

Indicateur	République Centrafricaine	Afrique Sub-saharienne	OCDE
Indice de la fiabilité des droits légaux(0-12)	6	5	6
Étendue de l'information sur le crédit(0-8)	0	2	7
Couverture par les registres publics(% des adultes)	2,6	4,5	12,1
Couverture par les bureaux privés(% des adultes)	0,0	5,8	67,0



6- Protection des investisseurs minoritaires

Indicateur	République Centrafricaine	Afrique Sub- saharienne	OCDE
Indice de la vulgarisation des informations(0-10)	7,0	5,3	6,6
Indice mesurant la responsabilité des dirigeants(0-10)	1,0	3,6	5,4
Indice de la facilité des poursuites judiciaires par les actionnaires(0-10)	5,0	5,6	7,2
Indice de réglementation des conflits d'intérêts(0-10)	4,3	4,8	6,4
Indice de droits des actionnaires(0-10,5)	7,5	6,7	8,0
Indice de structure de gouvernance(0-10)	3,0	3,2	4,6
Indice de transparence d'entreprise(0-9)	3,0	3,2	6,1
Indice de gouvernance des actionnaires(0-10)	4,5	4,4	6,2
Indice de protection des actionnaires minoritaires(0-10)	4,4	4,6	6,3



7- Paiement des taxes et impôts

Indicateur	République Centrafricaine	Afrique Sub- saharienne	OCDE
Paiements (nombre par année)	56,0	38,2	11,8
Délai(Heure par année)	483,0	310,8	175,4
Impôt sur les profits(%)	0,0	17,6	16,4
Taxes et charges sociales(%)	19,8	14,0	23,0
Autres Taxes(%profit)	53,6	14,7	1,9
Total à payer(% du bénéfice brut)	73,3	46,2	41,3



8- Commerce Transfrontalier

Indicateur	République Centrafricaine	Afrique Sub- saharienne	OCDE
Documents nécessaires à l'exportation(nombre)	9	8	4
Délai nécessaire à l'exportation(jours)	46,0	30,5	10,5
Coûts à l'exportation(USD par conteneur)	5490,0	2200,7	1080,3
Coûts à l'exportation(USD déflatés par conteneur)	5490,0	2200,7	1080,3
Documents nécessaires à l'importation(nombre)	17	9	4
Délai nécessaire à l'importation(jours)	68,0	37,6	9,6
Coûts à l'importation(UDS par conteneur)	6335,0	2930,9	1100,4
Coûts à l'importation(US déflatés par conteneur)	6335,0	2930,9	1100,4



9- Exécution des contrats

Indicateur	République Centrafricaine	Afrique Sub- saharienne	OCDE
Délai(jours)	660,0	650,4	539,5
Coût (% de la créance)	82,0	45,1	21,4
Procédures(nombre)	43,0	39,2	31,5



10- Règlement de l'insolvabilité

Indicateur	République Centrafricaine	Afrique Sub-saharienne	OCDE
Temps(années)	4,8	1,7	1,7
Coût(% du patrimoine)	76,0	23,3	8,8
Résultat (0 si les actifs sont vendus séparément et 1 si l'entreprise continue à fonctionner)	0	0	0
Taux de recouvrement(centimes par dollar)	0,0	24,1	71,9
Indice relatif à l'ouverture de la procédure(0-3)	2,0	2,2	2,8
Indice sur la gestion des actifs du débiteur(0-6)	5,5	4,0	5,4
Indice sur la procédure de redressement judiciaire(0-3)	0,5	0,4	1,8
Indice mesurant la participation des créanciers(0-4)	1,0	1,3	2,2
Indice sur la pertinence du cadre juridique de l'insolvabilité(0-16)	9,0	7,9	12,2



II. DÉFIS ET STRATEGIES D'AMELIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES



2-1- DÉFIS MAJEURS

les principaux défis à l'amélioration du climat des affaires sont les suivants :

- la persistance de l'insécurité;
- le faible engagement des institutions chargées de mener les réformes
- l'absence d'infrastructures liées au commerce et à l'investissement;
- la faible capacité des institutions d'appui au secteur privé.



2-2- STRATEGIES D'AMELIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES

2-2-1- STRATEGIES GLOBALES DU CADRE DES AFFAIRES

En vue d'améliorer l'environnement des affaires et promouvoir la relance économique dans ce contexte d'urgence et de relèvement précoce, les actions prioritaires du Gouvernement consisteront à :

- Assurer la levée des obstacles à la circulation des marchandises et la sécurisation des corridors routiers constituant ainsi des mesures incontournables pour l'augmentation de la rentabilité ex ante des investissements privés ;
- Développer des infrastructures physiques (Transport, énergie, eau, éducation , santé, etc,) par la mise en œuvre des programmes (national et sous régional) et la mobilisation de financement à travers les partenariats Public-privé(PPP)



- Améliorer la gouvernance, la transparence des affaires et la lutte contre la corruption;
- Rendre opérationnel sans délai le Cadre Mixte de Concertation pour l'Amélioration des Affaires (CMCAA) afin qu'il puisse engager les réformes portant essentiellement sur les indicateurs du Doing business;
- Réviser la charte nationale des investissements;
- Rendre opérationnel le Centre d'Assistance aux Petites et Moyennes Entreprises et l'Artisanat (CAPMEA)



- Accélérer la mise en place effective du Fonds National de Garantie et d'Investissement et du Centre de Gestion Agréée;
- Mobilier des ressources auprès des Partenaires Techniques et Financiers au Développement pour la mise en œuvre des deux projets(PACARECA et PARCGC) afin de renforcer les structures de tutelle et d'appui au secteur privé;
- Mettre en place l'Agence Centrafricaine de Normalisation et l'Agence Nationale de Promotion des Exportations;
- Mettre en place un Conseil Présidentiel de l'Investissement en Centrafrique (organe d'orientation stratégique en matière des réformes)



2-2-1- STRATEGIES SPECIFIQUES DU CADRE DES AFFAIRES

INDICATEUR 1 : CRÉATION D'ENTREPRISE

- Réduire et/ou supprimer certains frais de formalité de création des entreprises
- Décentraliser le GUFÉ RCA par l'installation des antennes dans les provinces

INDICATEUR 2 : OCTROI DE PERMIS DE CONSTRUIRE

- actualiser les textes régissant le permis de construire,
- réduire le nombre des procédures et de délais
- réduire les coûts de formalités,

INDICATEUR 3 : RACCORDEMENT À L'ÉLECTRICITÉ

- réduire le nombre des procédures et de délais de branchement à usage professionnel
- réduire les coûts de formalités,
- assurer la transparence des coûts et des procédures de raccordement



INDICATEUR 4: TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ

- réduire le nombre des procédures et de délais
- réduire les coûts de formalités,

INDICATEUR 5: OBTENTION DES PRÊTS

- Mettre en place des bureaux d'information sur le crédit,

INDICATEUR 6: PROTECTION DES INVESTISSEURS MINORITAIRES

- Suivre et adopter les réformes de l'OHADA dans le domaine de la protection des investisseurs



INDICATEUR 7: PAIEMENT DES TAXES ET IMPÔTS

- réduire le taux des taxes et impôts dans le bénéfice brut

INDICATEUR 8: COMMERCE TRANSFRONTALIER

- réduire le nombre des documents et de délais en envisageant la création d'un guichet unique de commerce extérieur;
- faciliter la libre circulation des biens, des services et des capitaux

INDICATEUR 9: EXÉCUTION DES CONTRATS

- disposer de tribunaux, de divisions ou de juges commerciaux spécialisés
- Suivre et adopter les réformes de l'OHADA dans le domaine de l'exécution des contrats
- réduire le nombre des procédures et de délais

INDICATEUR 10 : RÈGLEMENT DE L'INSOLVABILITÉ

- fournir un cadre juridique pour les règlements extrajudiciaires



CONCLUSION

- Plusieurs initiatives ont certes été menées sur la problématique, mais le résultat est celui que nous connaissons à savoir « **pays où il est très difficile de faire des affaires** » avec comme conséquence le découragement des investissements potentiels.
- A cet égard, nous souhaitons vivement que les recommandations de ce forum soient effectivement mise en œuvre permettant d'établir un climat des affaires de classe internationale, condition sine qua non **du développement d'un secteur privé compétitif, dynamique, créateur d'emplois et contribuant à la réduction de la pauvreté.**



NOUS VOUS REMERCIONS



FORUM SUR LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVÉ EN CENTRAFRIQUE

AGRICULTURE - FORÊT - MINES

du 09 au 13 septembre 2015

Hôtel Ledger-Plaza

- Bangui -



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, Terre des richesses du cœur



UNIPACE



DE VOTRE AIMABLE ATTENTION